



**PRÉFET  
DE LA VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
20, rue de la Providence  
86000 Poitiers

Poitiers, le 14 octobre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 8 octobre 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Site sis**

1 chemin des Rouères  
86800 Sèvres-Anxaumont

Références : 2025 1235 UbD16-86 Env86  
Code AIOT : 0100300859

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 8 octobre 2025 dans l'établissement sis 1 chemin des Rouères 86800 Sèvres-Anxaumont. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- 1 chemin des Rouères 86800 Sèvres-Anxaumont
- Code AIOT : 0100300859
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Dans le cadre de l'opération « Territoires propres », le service de l'inspection a été convié par les forces de l'ordre (gendarmerie nationale) pour procéder aux constats relatifs à une suspicion d'activité irrégulière de stockage de véhicules hors d'usage (VHU).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Exploitation d'une installation soumise à enregistrement	Code de l'environnement du 8 octobre 2025, article L. 512-7 / R. 543-155-1

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu de l'activité professionnelle déclarée de l'exploitant (achat-vente de véhicules d'occasion), de l'état des véhicules le jour de l'inspection et de la quantité des déchets entreposés sur le site, il est considéré que les activités ne relèvent pas de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Les conditions d'entreposage de certaines pièces automobiles et de réalisation des travaux mécaniques (sans protection face aux intempéries) doivent cependant être aménagées afin d'éviter tout impact environnemental dans les sols.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Exploitation d'une installation soumise à enregistrement

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 8 octobre 2025, article L. 512-7 / R. 543-155-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>article L. 512-7 du code de l'environnement</u> I. - Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées. [...]  <u>article R. 543-155-1 du code de l'environnement</u> Les installations qui ne sont pas enregistrées au titre de la rubrique 2712 de la nomenclature des installations classées ne peuvent réceptionner de véhicules hors d'usage. Toutefois, les centres VHU titulaires d'un agrément délivré avant le 1er janvier 2025 qui ne sont pas soumis à enregistrement au titre de la rubrique mentionnée au précédent alinéa peuvent réceptionner des véhicules hors d'usage, tant que cet agrément n'est pas retiré ou suspendu dans les conditions prévues à l'article R. 515-38.
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente un extrait Kbis mentionnant une activité d'achat-vente de véhicules d'occasion, depuis le 5 décembre 2023. Sur la parcelle, sur laquelle est également implantée le domicile familial, est constatée la présence de plus de trente véhicules entreposés sur la partie enherbée du terrain. L'exploitant indique qu'il achète et revend des véhicules d'occasion, après leur réparation si besoin. Sur demande de l'inspection des installations classées (IIC), il précise qu'il ne vend pas de pièces mais qu'il en stocke en petite quantité pour réparer certains véhicules. Le terrain est entretenu et n'est pas envahi par la végétation. La grande majorité des véhicules présents le jour de l'inspection sont dans un état tel qu'ils semblent pouvoir être remis en état (présence des principaux accessoires et carrosserie non excessivement corrodée). Plusieurs de ces véhicules, exposés aux intempéries, sont en cours de travaux mécaniques. Il est constaté l'entreposage de quelques pièces automobiles, certaines souillées par les hydrocarbures,

à même le sol.

Deux petits garages complètent le bâtiment d'habitation, dans lesquels deux véhicules sont également en cours de réparation. Le premier garage accueille de l'outillage dédié à la réparation automobile. Un petit local (quelques mètres carrés) sert à entreposer des pièces sur étagères.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Au vu des activités professionnelles déclarées par l'exploitant, justifiées par un extrait Kbis, de l'état de la grande majorité des véhicules qui ne peuvent être assimilés à des véhicules hors d'usage (VHU), de la faible superficie des locaux dédiés à la réparation automobile, l'IIC considère que ce site ne relève pas de la législation des ICPE.

De même, le faible volume de déchets divers entreposés sur le sol conduit à ne pas soumettre cet entreposage à un classement ICPE.

Néanmoins, l'exploitant doit prendre des dispositions appropriées pour éviter tout risque de pollution et limiter les risques de propagation d'incendie en évacuant les déchets en direction d'installations dûment autorisées.

Les constats conduisent à considérer que la gestion inadaptée des déchets relève de la police du maire, au titre des articles L. 2212-1 et L. 2212-2 du code général des collectivités territoriales, attribuant au maire des pouvoirs de police administrative destinés à préserver la salubrité, la santé et la sécurité publique.

**Type de suites proposées :** Sans suite